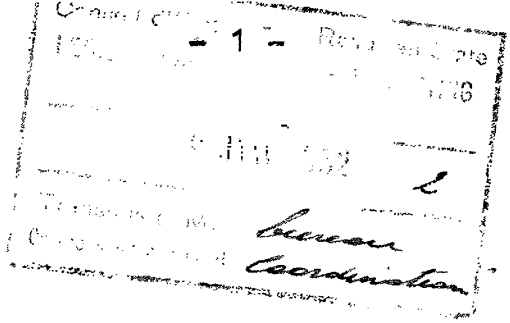


ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 5 novembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux bonifications d'ancienneté prévues par l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947", a donné en sa séance du 19 décembre 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5e November 1951 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de bijrekening van extradienst-tijd voorzien bij artikel 13 van de wetten van 3 Augustus 1919-27 Mei 1947", heeft ter zitting van 19 December 1951 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'article 1er du projet, le droit aux bonifications d'ancienneté, pour les invalides qui sont entrés en fonction avant ou pendant l'une des deux guerres, court à partir du 1er août 1924, du 1er décembre 1928 ou du 1er juillet 1947.

Ces dates sont inexactes.

En effet, la loi du 21 juillet 1924 est entrée en vigueur le 3 août 1924; celle du 5 novembre 1928, le 1er janvier 1929 et celle du 27 mai 1947, le 3 juin 1947.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de cette observation.

\+

\+ \+

Parmi les bénéficiaires que l'article 1er énumère, figurent les invalides de guerre 1940-1945 à titre soit de "militaires et ouvriers militaires restés en service actif", soit de "ministres d'un culte rétribués par le Trésor public".

La mention de ces deux catégories de bénéficiaires dans un arrêté d'exécution ne peut pas avoir pour effet de suppléer au silence de la loi du 27 mai 1947. Cette loi, qui énumère les catégories de bénéficiaires par référence aux lois antérieures, a omis de citer les lois du 5 novembre 1928 et du 25 juin 1935 qui constituent le fondement des droits

des militaires et ouvriers militaires restés en service actif et des ministres d'un culte rétribués par le Trésor public, invalides de la guerre 1914-1918.

Le Conseil d'Etat estime que l'intervention du législateur s'impose pour combler cette lacune.

\+
\+ +

L'article 5 du projet reproduit le texte de l'article 4 de l'arrêté royal du 22 avril 1929. Le Conseil d'Etat a maintenu ce texte, malgré l'imperfection de sa rédaction, parce qu'une modification de forme peut mettre en doute des interprétations considérées comme définitives.

\+
\+ +

En vertu de l'article 2 de la loi du 25 juin 1935, il existe un rapport constant entre les bonifications des agents de l'Etat dont le traitement ne comporte qu'un taux unique, d'une part, et celles accordées aux ministres des cultes, invalides de guerre ou assimilés, rétribués par le Trésor public, d'autre part.

Le Conseil d'Etat est d'avis que, pour satisfaire à ce principe, il y a lieu de modifier l'article 11 du projet , et propose un texte à cette fin.

\+
\+ +

.../...

L'article 13 du projet accorde le droit aux bonifications d'ancienneté, à partir du 6 juillet 1951, aux seuls agents temporaires qui ont bénéficié des mesures de régularisation prévues par l'arrêté royal du 23 juin 1951.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette disposition est contraire à l'article 13, c, des lois coordonnées, qui n'accorde les bonifications que si les invalides sont admis en stage ou nommés à titre définitif pendant la période comprise entre le 9 mai 1945 et le 27 mai 1949.

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui sont reprises dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX BONIFICATIONS D'ANCIENNETE PREVUES PAR L'ARTICLE 13 DE LA LOI DES 3 AOUT 1919 ET 27 MAI 1947.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, notamment l'article 13;

.../...

Vu la loi du 5 novembre 1928 étendant aux militaires invalides de guerre restés en service actif le bénéfice des bonifications d'ancienneté prévues par les lois des 3 août 1919 et 21 juillet 1924;

Vu la loi du 25 juin 1935 contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1935, notamment l'article 2 admettant les ministres du culte rétribués par le Trésor public, invalides de guerre ou assimilés, au bénéfice des bonifications d'ancienneté;

Vu l'arrêté royal du 11 août 1933 abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 31 mai 1933, ainsi que l'arrêté royal complémentaire du 17 juin 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté, modifié par la loi du 20 juin 1951;

Vu l'avis émis par le Comité interdépartemental de consultation syndicale en sa séance du 27 juin 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les invalides visés à l'article 13, a et b, de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 coordonnée par l'arrêté du Régent du 16 juin 1947, bénéficient des bonifications d'ancienneté à partir de l'entrée en vigueur de la loi qui leur accorde le droit aux bonifications d'ancienneté.

Les invalides visés à l'article 13, c, des mêmes lois bénéficient des bonifications d'ancienneté à partir de leur admission en stage ou de leur nomination à titre définitif.

Les mêmes règles s'appliquent aux prisonniers politiques de la guerre 1940-1945 qui sont porteurs du titre, et aux déportés de la même guerre qui bénéficient d'une pension de réparation.

Article 2.-

Les bonifications d'ancienneté ne sont accordées qu'à partir de la date à laquelle prend cours la pension d'invalidité, accordée à titre temporaire ou définitif, lorsque cette date est postérieure à celle à partir de laquelle la loi prévoit l'attribution des bonifications.

Article 3.-

Les bonifications d'ancienneté suivent le sort de la pension d'invalidité.

En cas de perte du droit à la pension d'invalidité, les intéressés sont tenus d'en informer l'autorité hiérarchique.

Article 4.-

Les bonifications ne sont dues que pour l'emploi principal exercé à l'Etat ou dans les établissements visés à l'article 13 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

Article 5.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 6.-

Les invalides de la guerre 1914-1918 qui jouissent de bonifications d'ancienneté, ne peuvent obtenir de bonifications résultant de la guerre 1940-1945 que s'ils bénéficient d'une pension accordée conformément aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Article 7.-

L'étendue des bonifications est réglée comme suit :

.../...

1° est portée à un semestre toute bonification inférieure à cette durée;

2° pour les bonifications dépassant un semestre, la fraction inférieure à un semestre est supputée pour un semestre entier ou négligée, selon qu'elle atteint ou non trente jours.

En cas de cumul de bonifications résultant des guerres 1914-1918 et 1940-1945, le temps réel pris en considération pour l'octroi des bonifications allouées pour chacune de ces deux guerres est d'abord cumulé; il est ensuite fixé conformément aux règles énoncées à l'alinéa précédent.

Ces mêmes règles sont applicables lorsque, pour une des deux guerres, le temps réel pris en considération pour l'octroi des bonifications se compose de plusieurs périodes.

Les périodes qui chevauchent ne sont comptées qu'une seule fois.

Article 8.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire :

à la fin de l'alinéa 2 :

"... que les traitements et les salaires.",

et à la fin de l'alinéa 3 :

"... des articles 13 et 14 des lois coordonnées sur les pensions de réparation.") ...

.../...

Article 9.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 10.-

Après trois ans de jouissance du maximum du barème, il est attribué aux invalides de guerre faisant partie des forces armées ou des administrations de l'Etat, une augmentation supplémentaire de traitement ou de salaire.

Cette augmentation est déterminée par le taux de la dernière augmentation prévue par le statut pécuniaire, multipliée par le rapport entre la durée de la bonification et le délai réglementaire prévu pour l'octroi de la dernière augmentation.

Toutefois, le traitement de la carrière bonifiée ne peut dépasser, pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 30 juin 1948, le taux de 50.000 francs affecté du coefficient 2,25. A partir du 1er juillet 1948, il ne peut dépasser le minimum du barème VIII B prévu par le statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat.

Pour établir si le traitement de la carrière bonifiée n'est pas supérieur à ce taux, il faut tenir compte des avantages en nature qui ne sont pas déduits des traitements des intéressés.

L'augmentation supplémentaire ne peut dépasser, en outre, la limitation prévue par l'article 8.

.../...

La fraction de centaine est négligée.

L'augmentation supplémentaire varie dans les mêmes conditions que les traitements et les salaires.

Les dispositions du présent article sortent leurs effets le 1er janvier 1946 pour les invalides qui bénéficient des bonifications prévues par la loi du 3 août 1919, et le 3 juin 1947 pour les invalides qui bénéficient des bonifications d'ancienneté prévues par la loi du 27 mai 1947.

Article 11.-

Il est accordé aux invalides de guerre faisant partie des forces armées ou des administrations de l'Etat et bénéficiant d'un traitement à taux unique, une augmentation exceptionnelle de caractère forfaitaire.

... (la suite comme au projet du Gouvernement) ...

Le traitement fixé, compte tenu de l'augmentation exceptionnelle prévue au présent article, ne peut dépasser pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 30 juin 1948, le taux de 50.000 francs affecté du coefficient 2,25. A partir du 1er juillet 1948, il ne peut dépasser le minimum du barème VIII B prévu par le statut pécuniaire du personnel des administrations de l'Etat.

Les mêmes avantages sont accordés aux ministres des cultes visés à l'article 2 de la loi du 25 juin 1935.

.../...

Article 12.-

Le traitement ou le salaire de carrière bonifiée, dont bénéficient les intéressés,ne peut être réduit en cas d'avancement de grade, de nomination à une fonction équivalente ou de modification du barème ou d'une disposition de leur statut pécuniaire.

Les cas non prévus par le présent article seront réglés conjointement par le ministre intéressé et par le ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Articles 13 et 14.-

... (texte des articles 14 et 15 du projet du Gouvernement) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

Volgens artikel 1 van het ontwerp gaat het recht op anciënniteitsbijslag voor de invaliden, die vóór of tijdens een van beide oorlogen in dienst zijn getreden, in op 1 Augustus 1924, 1 December 1928 of 1 Juli 1947.

Deze data zijn onjuist.

De wet van 21 Juli 1924 is immers in werking getreden op 3 Augustus 1924, die van 5 November 1928 op 1 Januari 1929 en die van 27 Mei 1947 op 3 Juni 1947.

De Raad van State stelt een tekst voor waarin met die opmerking rekening wordt gehouden.

\+

\+ \+

Onder de gerechtigden in artikel 1 opgesomd, komen voor de oorlogsinvaliden 1940-1945, hetzij als "militairen en militaire werklieden die in actieve dienst gebleven zijn", hetzij als "bedienaren van een door de Schatkist bezoldigde eredienst".

Het vermelden van die twee categorieën van gerechtigden in een uitvoeringsbesluit kan niet tot gevolg hebben de wet van 27 Mei 1947 aan te vullen op een punt waarover zij zwijgt. In die wet, welke de categorieën van gerechtigden opsomt door te verwijzen naar de vroegere wetten, zijn niet aangehaald de wetten van 5 November 1928 en van 25 Juni 1935, die de grond zijn van de rechten der in actieve dienst gebleven militairen en

.../...

militaire werklieden en der door de Schatkist bezoldigde bedienaren van een eredienst, oorlogsinvaliden 1914-1918.

Naar het oordeel van de Raad van State, mag die leemte enkel door de wetgever worden aangevuld.

\+

\+ \+

In artikel 5 van het ontwerp wordt de tekst van artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 April 1929 overgenomen. De Raad van State heeft die tekst, ondanks zijn gebrekkige redactie, behouden omdat een vormwijziging twijfel kan wekken over interpretaties die als definitief worden beschouwd.

\+

\+ \+

Krachtens artikel 2 der wet van 25 Juni 1935 bestaat een constante verhouding tussen enerzijds de anciënniteitsbijslag der leden van het Rijkspersoneel wier wedde slechts uit een eenheidsbedrag bestaat en, anderzijds, die welke toegekend wordt aan de door de Schatkist bezoldigde bedienaren van de erediensten, die oorlogsinvalide of er mede gelijkgesteld zijn.

De Raad van State is van advies dat artikel 11 van het ontwerp zou moeten gewijzigd worden indien men zich aan dat principe wil houden. Hij stelt daartoe een tekst voor.

\+

\+ \+

.../...

Recht op ancienniteitsbijslag van 6 Juli 1951 af wordt bij artikel 13 van het ontwerp alleen toegekend aan tijdelijke personeelsleden op wie de regularisatiemaatregelen, bij het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 bepaald, zijn toegepast.

De Raad van State is van advies, dat die bepaling strijdig is met artikel 13, littera c, van de gecoördineerde wetten, waarbij de bijslag enkel wordt toegekend zo de invaliden in het tijdperk tussen 9 Mei 1945 en 27 Mei 1949 tot de proeftijd toegelaten of in vast verband benoemd worden.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State voor, in het ontwerp vormwijzigingen aan te brengen die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE ANCIENNITEITSBIJSLAG BEPAALD BIJ ARTIKEL 13 VAN DE WET VAN 3 AUGUSTUS 1919 EN 27 MEI 1947.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, namelijk op artikel 13;

.../...

Gelet op de wet van 5 November 1928 waardoor aan de oorlogsinvaliden militairen die in actieve dienst zijn gebleven de ancienniteitsvergoedingen worden verleend, voorzien bij de wetten van 3 Augustus 1919 en 21 Juli 1924;

Gelet op de wet van 25 Juni 1935 houdende de begroting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1935, namelijk op artikel 2 houdende toelating van de bedienaars van de eredienst, oorlogsinvaliden of er mede gelijkgestelden, tot het voordeel van de ancienniteitsaanwinsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 Augustus 1933 tot intrekking en vervanging van het koninklijk besluit van 31 Mei 1933 en van het aanvullend koninklijk besluit van 17 Juni 1933 houdende wijziging van het regime der militaire pensioenen en der ancienniteitsvergoedingen, gewijzigd bij de wet van 20 Juni 1951;

Gelet op het advies van de Interdepartementale Syndicale Raad van advies, uitgebracht in vergadering van 27 Juni 1951;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op in raad overlegd advies van Onze ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De invaliden bedoeld in artikel 13, a en b, van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, gecoördineerd bij het besluit van de Regent van 16 Juni 1947, genieten de ancienniteitsbijslag met ingang van de inwerkingtreding van de wet waarbij hun het recht op ancienniteitsbijslag wordt verleend.

.../...

De invaliden bedoeld in artikel 13, c, van dezelfde wetten, genieten de ancienniteitsbijslag met ingang van hun toelating tot de proeftijd of van hun benoeming in vast verband.

Dezelfde regelen zijn van toepassing op de politieke gevangenen van de oorlog 1940-1945 die de titel bezitten, en op de gedeporteerden van dezelfde oorlog die een vergoedingspensioen genieten.

Artikel 2.-

De ancienniteitsbijslag wordt slechts toegekend vanaf de datum waarop het tijdelijk of definitief toegekend invaliditeitspensioen ingaat, wanneer die datum valt na die met ingang waarvan de wet zodanige bijslag verleent.

Artikel 3.-

De ancienniteitsbijslag deelt het lot van het invaliditeitspensioen.

Bij verlies van het recht op het invaliditeitspensioen zijn de betrokkenen gehouden de hiërarchische overheid daarvan op de hoogte te brengen.

Artikel 4.-

De ancienniteitsbijslag is slechts verschuldigd voor de hoofdbetrekking, uitgeoefend bij de Staat of de instellingen bedoeld in artikel 13 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.

.../...

Artikel 5.-

§ 1. De met de bijslag verband houdende fictieve dienstancienniteit mag op de bevorderingen in graad -zelfs wanneer de bevordering naar de anciënniteit wordt vastgesteld - geen invloed hebben. Evenmin kan zij ten grond strekken voor verkrijging van geldelijke voordelen welke niet mochten voortvloeien uit de wezenlijke loopbaan waarvan sprake in de volgende paragraaf.

§ 2. Om de bezoldiging van belanghebbenden vast te stellen, wordt er, naast de wezenlijke loopbaan, een fictieve loopbaan opgemaakt, welke de invloed van de bijslag, doch alleen ten opzichte van de weddeverhogingen, naar voren brengt.

De wezenlijke loopbaan bepaalt de rang van indeling van belanghebbenden voor de bevorderingen in graad en dient tot vaststelling van de rangschikking en, bij voorkomen, van de aanvangswedde in de nieuwe graad bij bevordering van de invalide.

De wedde of het loon aan de belanghebbenden uit te keren wordt verkregen door aan de wedde, bepaald onder de reglementaire voorwaarden, toe te voegen de verhoging voortvloeiend uit de bijslag.

De alzo bepaalde wedde of loonuitkering heeft hetzelfde karakter als die welke uit de wezenlijke anciënniteit voortvloeit, zowel ten opzichte van de bij deze bezoldigingen komende toelagen als van het pensioen van de gerechtigde en van de rechthebbenden.

.../...

Artikel 6.-

De oorlogsinvaliden 1914-1918 die anciënniteitsbijslag genieten, kunnen geen bijslag voor de oorlog 1940-1945 verkrijgen zo zij geen recht hebben op een pensioen, toegekend overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

Artikel 7.-

De belangrijkheid van de bijslag is geregeld als volgt :

1° op een semester wordt gebracht elke bijslag die deze duur niet bereikt ;

2° voor de bijslag van meer dan een halfjaar wordt het gedeelte van minder dan een halfjaar voor een gans halfjaar medegeteld dan wel verwaarloosd, naargelang hij al dan niet dertig dagen bereikt.

In geval van cumulatie van anciënniteitsbijslag voor de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 wordt de werkelijke tijd, die voor het toekennen van de voor elk dier beide oorlogen verleende bijslag in aanmerking wordt genomen, eerst samengevoegd; vervolgens wordt hij bepaald overeenkomstig de regelen in het voorgaande lid gesteld.

Diezelfde regelen zijn van toepassing wanneer, voor een van beide oorlogen, de werkelijke tijd die voor het toekennen van de bijslag in aanmerking wordt genomen, uit verschillende tijdperken bestaat.

De tijdperken die elkaar gedeeltelijk dekken, worden slechts eenmaal medegeteld.

.../...

Artikel 8.-

Op de grens, voor de anciënniteitsbijslag vastgesteld bij de artikelen 7 en 12 van het koninklijk besluit van 11 Augustus 1933, wordt voor het tijdperk van 1 Januari 1946 tot 30 Juni 1948 de coëfficiënt 2,25 toegepast.

Deze hoogtegrens is bepaald op 1.440 frank per bij te rekenen halfjaar met ingang van 1 Juli 1948 en schommelt in dezelfde mate als de wedden en lonen.

De hoogtegrenzen in dit artikel bepaald, zijn niet van toepassing op de zwaarverminkten en -invaliden, die in aanmerking komen voor de wet van 13 Mei 1929 waarbij een bijzondere pensioensverhoging aan sommige categorieën van grote oorlogsinvaliden wordt verleend, of voor de artikelen 13 en 14 van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

Artikel 9.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 10.-

Na drie jaar lang de maximumwedde te hebben genoten, ontvangen de oorlogsinvaliden die tot de krijgsmacht of tot de Rijksbesturen behoren een bijkomende wedde- of loonsverhoging.

Deze verhoging wordt vastgesteld volgens het bedrag van de laatste, in het geldelijk statuut bepaalde verhoging, vermenigvuldigd met de verhouding tussen de duur van de bijslag en de reglementaire termijn opgelegd voor de toekenning van de laatste verhoging.

.../...

Nochtans mag de wedde van de loopbaan met bijslag voor het tijdperk tussen 1 Januari 1946 en 30 Juni 1948 het bedrag van 50.000 frank, waarop de coëfficiënt 2,25 is toegepast, niet te boven gaan. Met ingang van 1 Juli 1948 mag zij niet meer bedragen dan het minimum van de weddeschaal VIII B bepaald bij het geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen.

Om vast te stellen of de wedde van de loopbaan met bijslag niet hoger is dan dit bedrag, moet rekening gehouden worden met de voordelen in natura die niet van de wedden der belanghebbenden zijn afgetrokken.

De bijkomende verhoging mag bovendien niet meer bedragen dan de bij artikel 8 bepaalde hoogtegrens.

De breuk van het honderdtal wordt verwaarloosd.

De bijkomende verhoging schommelt in dezelfde mate als de wedden en lonen.

De bepalingen van dit besluit hebben uitwerking op 1 Januari 1946 voor de invaliden die recht hebben op de bijslag bepaald bij de wet van 3 Augustus 1919, en op 3 Juni 1947 voor de invaliden die recht hebben op de ancienniteitsbijslag bepaald bij de wet van 27 Mei 1947.

Artikel 11.-

Aan de oorlogsinvaliden die tot de krijgsmacht of tot de Rijksbesturen behoren en een wedde met een eenheidsbedrag genieten, wordt een uitzonderlijke verhoging van forfaitaire aard toegekend.

.../...

... (verder zoals in het ontwerp der Regering)...

De wedde bepaald met inachtneming van de uitzonderlijke verhoging bedoeld in dit artikel, mag voor het tijdperk tussen 1 Januari 1946 en 30 Juni 1948 het bedrag van 50.000 frank, waarop de coëfficiënt 2,25 is toegepast, niet te boven gaan. Met ingang van 1 Juli 1948 mag zij niet meer bedragen dan het minimum van de weddeschaal VIII B bepaald bij het geldelijk statuut van het personeel der Rijksbesturen.

Dezelfde voordelen worden toegekend aan de bedienaren van de erediensten bedoeld in artikel 2 van de wet van 25 Juni 1935.

Artikel 12.-

De wedde of het loon van de loopbaan met bijslag, die de belanghebbenden genieten, mag niet worden verminderd bij bevordering in graad, bij benoeming tot een gelijkwaardig ambt of bij wijziging van de weddeschaal of van een bepaling van hun geldelijk statuut.

De gevallen die bij dit artikel niet zijn voorzien, worden geregeld door de betrokken minister samen met de minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

.../...

Artikel 13.-

Opgeheven wordt het koninklijk besluit van 22 April 1929 betreffende de als dienstjaren mede aangerekende jaren ten aanzien van de militaire oorlogsinvaliden in actieve dienst gebleven en der oorlogsinvaliden en daarmede gelijkgestelden die een betrekking van de Staat of van de inrichtingen onder de contrôle of de waarborg van de Staat bekleden.

Artikel 14.-

Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit dat uitwerking heeft met ingang van 1 Januari 1946.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Eerste-Minister,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H. Eerste-Minister.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.